

SERVICE PUBLIC FEDERAL
CHANCELLERIE DU PREMIER MINISTRE

F. 2009 — 4153

[2009/205891]

22 DECEMBRE 2009. — Arrêté royal portant approbation du contrat de gestion de la société anonyme de droit public à finalité sociale "Palais des Beaux-Arts" pour la période 2009-2013

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 7 mai 1999 portant création du palais des Beaux-Arts sous la forme d'une société anonyme de droit public à finalité sociale et modifiant la loi du 30 mars 1995 concernant les réseaux de distributions des émissions de radiodiffusion et l'exercice d'activités de radiodiffusion dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale, article 13;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 15 juillet 2009;

Vu l'accord du Secrétaire d'Etat au Budget, donné le 15 décembre 2009;

Sur la proposition du Premier Ministre, du Ministre des Affaires étrangères, et du Secrétaire d'Etat aux Institutions culturelles fédérales, et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le contrat de gestion conclu entre l'Etat et la société anonyme de droit public à finalité sociale "Palais des Beaux-Arts", annexé au présent arrêté, est approuvé.

Art. 2. Le présent arrêté et son annexe entrent en vigueur le jour de leur publication au *Moniteur belge*.

Art. 3. Le Premier Ministre, le Ministre des Affaires étrangères, et le Secrétaire d'Etat aux Institutions culturelles fédérales, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 22 décembre 2009.

ALBERT

Par le Roi :

Le Premier Ministre,
Y. LETERME

Le Ministre des Affaires étrangères,
S. VANACKERE

Le Secrétaire d'Etat aux Institutions culturelles fédérales,
M. WATHELET

Annexe à l'arrêté royal du 22 décembre 2009 portant approbation du contrat de gestion de la société anonyme de droit public à finalité sociale "Palais des Beaux-Arts" pour la période 2009-2013

Contrat de gestion entre l'Etat belge
et le Palais des Beaux-Arts

Entre l'Etat belge, représenté par le Premier Ministre, le Ministre des Affaires étrangères et par le Secrétaire d'Etat aux Institutions culturelles fédérales,

dénommé ci-après l'« Etat »,
d'une part
et

la société anonyme de droit public à finalité sociale Palais des Beaux-Arts, dont le siège est établi à 1000 Bruxelles, rue Ravenstein 23, ici représentée par MM Etienne Davignon, président du conseil d'administration et Paul Dujardin, directeur général, dénommée ci-après la « Société », d'autre part

Préambule :

1. La Société a été créée par la loi du 7 mai 1999 portant création du Palais des Beaux-Arts sous la forme d'une société anonyme de droit public à finalité sociale et modifiant la loi du 30 mars 1995 concernant les réseaux de distribution d'émissions de radiodiffusion et l'exercice d'activités de radiodiffusion dans la région de Bruxelles-Capitale qui fixe son régime et ses statuts.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST
KANSELARIJ VAN DE EERSTE MINISTER

N. 2009 — 4153

[2009/205891]

22 DECEMBER 2009. — Koninklijk besluit tot goedkeuring van het beheerscontract van de naamloze vennootschap van publiek recht met sociale doeleinden "Paleis voor Schone Kunsten" voor de periode 2009-2013

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 7 mei 1999 houdende oprichting van het Paleis voor Schone Kunsten in de vorm van een naamloze vennootschap van publiek recht met sociale doeleinden en tot wijziging van de wet van 30 maart 1995 betreffende de netten voor distributie voor omroepuitzendingen en de uitoefening van televisie-omroepactiviteiten in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad, artikel 13;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 15 juli 2009;

Gelet op de akkoordbevinding van de Staatssecretaris voor Begroting, gegeven op 15 december 2009;

Op de voordracht van de Eerste Minister, van de Minister van Buitenlandse Zaken en van de Staatssecretaris voor de Federale Culturele Instellingen, en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Het beheerscontract gesloten tussen de Staat en de naamloze vennootschap van publiek recht met sociale doeleinden "Paleis voor Schone Kunsten", opgenomen in bijlage bij dit besluit, wordt goedgekeurd.

Art. 2. Dit besluit en zijn bijlage treden in werking de dag van hun publicatie in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 3. De Eerste Minister, de Minister van Buitenlandse Zaken, en de Staatssecretaris voor de Federale Culturele Instellingen, zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 22 december 2009.

ALBERT

Van Koningswege :

De Eerste Minister,
Y. LETERME

De Minister van Buitenlandse Zaken,
S. VANACKERE

De Staatssecretaris voor de Federale Culturele Instellingen,
M. WATHELET

Bijlage bij het koninklijk besluit van 22 december 2009 tot goedkeuring van het beheerscontract van de naamloze vennootschap van publiek recht met sociale doeleinden "Paleis voor Schone Kunsten" voor de periode 2009-2013

Beheersovereenkomst tussen de Belgische Staat
en het Paleis voor Schone Kunsten

Tussen de Belgische Staat, vertegenwoordigd door de Eerste Minister, de Minister van Buitenlandse Zaken en door de Staatssecretaris voor de Federale Culturele Instellingen,

hierna te noemen de « Staat », enerzijds
en

de naamloze vennootschap van publiek recht met sociaal oogmerk Paleis voor Schone Kunsten, waarvan de zetel gevestigd is te 1000 Brussel, Ravensteinstraat 23, hier vertegenwoordigd door de heren Etienne Davignon, voorzitter van de raad van bestuur en Paul Dujardin, directeur-generaal, hierna te noemen de « Vennootschap », anderzijds

Inleiding :

1. De Vennootschap werd opgericht bij de wet van 7 mei 1999 houdende oprichting van het Paleis voor Schone Kunsten in de vorm van een naamloze vennootschap van publiek recht met sociale doeleinden en tot wijziging van de wet van 30 maart 1995 betreffende de netten voor distributie voor omroepuitzendingen en de uitoefening van televisie-omroepactiviteiten in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad die het stelsel en de statuten ervan vastlegt.

Cette loi est entrée en vigueur le 25 août 2000, suite à la publication au *Moniteur belge* de l'arrêté royal du 1^{er} mars 2000.

Ses statuts ont été fixés par l'arrêté royal du 19 décembre 2001 (*Moniteur belge* du 11 janvier 2002), pris en exécution de la loi précitée.

2. L'article 13 de la loi du 7 mai 1999 précitée prévoit la conclusion d'un contrat de gestion entre l'Etat et la Société.

Un premier contrat de gestion, approuvé par arrêté royal du 2 décembre 2002 (*Moniteur belge* du 21 décembre 2002), est entré en vigueur le 21 décembre 2002.

En vertu de l'article 13 de la loi du 7 mai 1999 précitée, ce contrat doit régler au moins les matières suivantes :

1° les modalités selon lesquelles la mission de service public par la Société, telle qu'énoncée à l'article 3, § 1^{er}, 1°, sera assurée;

2° la description des lignes de force et des accents spécifiques en matière de programmation culturelle;

3° la fixation, le calcul, les conditions et les modalités de paiement des subventions éventuelles à charge du Budget général des Dépenses de l'Etat fédéral;

4° la manière dont les intérêts financiers de l'Etat fédéral sont garantis;

5° les obligations en matière de contrôles interne et externe;

6° la manière dont un service multilingue sera assuré à la clientèle et aux partenaires de la Société;

7° les contrats à long terme avec les sociétés, groupements, associations et institutions qui contribuent activement à la réalisation des objectifs de la Société.

3. Conformément à la destination de centre culturel et artistique du Palais, la Société assure une cohérence dans sa programmation culturelle et fait en sorte que l'ensemble des activités présentées en son sein respecte l'esprit de cette programmation.

4. La Société poursuit une politique active de démocratisation de la culture et facilite l'accès aux différentes disciplines artistiques présentées au Palais des Beaux-Arts en tenant compte de la diversité de la population vivant en Belgique. Elle veille notamment à renouveler et à élargir le public à qui elle s'adresse.

5. La Société s'engage à être une référence en matière culturelle, artistique, professionnelle et technique.

6. Les engagements souscrits par la Société dans le cadre du présent contrat de gestion restent directement liés aux moyens financiers dont elle dispose et en particulier aux dotations qui lui sont attribuées pour remplir ses missions.

Toutefois, elle s'engage à dépasser, chaque fois que les ressources techniques financières effectivement disponibles le permettent, les objectifs qualitatifs et quantitatifs du présent contrat de gestion.

7. La Société veille à ce que les activités ne relevant pas de ses missions de service public ne portent pas préjudice à la bonne exécution de celles-ci.

Il est dès lors convenu ce qui suit :

TITRE 1^{er}. — *Objet du contrat de gestion*

Article 1^{er}. Le présent contrat de gestion a pour objet de régler, conformément à l'article 13, § 1^{er}, 1°, de la loi du 7 mai 1999 précitée, les droits et obligations respectifs de l'Etat et de la Société. Ces droits et obligations précisent les conditions de réalisation des tâches de service public confiées par l'Etat à la Société.

TITRE 2. — *Généralités*

Art. 2. Les dispositions contenues dans le présent Titre sont applicables aux missions définies aux chapitres 1^{er} et 2 du Titre 3 du présent contrat.

Art. 3. La Société assure la communication et la promotion des manifestations qui sont organisées sur le site du Palais des Beaux-Arts. Celles-ci sont adaptées aux spécificités des divers projets culturels.

Les contacts avec le public - sous quelque forme que ce soit - se font dans tous les cas au moins en français et en néerlandais. Le personnel en contact avec le public est disponible pour accueillir et informer ce dernier dans ces langues (billetterie, huissiers et ouvreuses, communications orales, centrale téléphonique, internet, etc.).

Die wet is in werking getreden op 25 augustus 2000, ingevolge de publicatie in het *Belgisch Staatsblad* van het koninklijk besluit van 1 maart 2000.

De statuten ervan werden vastgelegd bij het koninklijk besluit van 19 december 2001 (*Belgisch Staatsblad* van 11 januari 2002) genomen ter uitvoering van voornoemde wet.

2. Artikel 13 van de voornoemde wet van 7 mei 1999 voorziet in het sluiten van een beheersovereenkomst tussen de Staat en de Vennootschap.

Een eerste beheersovereenkomst, goedgekeurd door het koninklijk besluit van 2 december 2002 (*Belgisch Staatsblad* van 21 december 2002), is op 21 december 2002 in werking getreden.

Krachtens artikel 13 van de voornoemde wet van 7 mei 1999 moet die overeenkomst ten minste de volgende aangelegenheden regelen :

1° de voorwaarden volgens welke de dienstverlenende opdracht van de Vennootschap wordt gewaarborgd, zoals vermeld in artikel 3, § 1, 1°;

2° de beschrijving van de krachtlijnen en accenten van de culturele programmering;

3° de vaststelling, de berekening, de voorwaarden en de wijze van betaling van de eventuele subsidies ten laste van de Algemene Uitgavenbegroting van de federale Staat;

4° de manier waarop de financiële belangen van de federale Staat worden gewaarborgd;

5° de verplichtingen inzake intern en extern toezicht;

6° de wijze waarop voor een meertalige dienstverlening wordt gezorgd voor de cliënteel en de partners van de Vennootschap;

7° de lange termijnovereenkomsten met de vennootschappen, groeperingen, verenigingen en instellingen die actief bijdragen tot de verwezenlijking van de doelstellingen van de Vennootschap.

3. Conform de bestemming van het Paleis als cultureel en artistiek centrum, draagt de Vennootschap er zorg voor dat haar culturele programmering coherent is en dat alle binnen haar kader voorgestelde activiteiten de geest van die programmering naleven.

4. De Vennootschap voert een actief beleid ter democratisering van de cultuur en vergemakkelijkt de toegang tot de verscheidene artistieke disciplines die aan bod komen in het Paleis voor Schone Kunsten, waarbij rekening wordt gehouden met de diversiteit van de Belgische bevolking. Zij ziet er met name op toe het publiek waartoe zij zich richt te vernieuwen en uit te breiden.

5. De Vennootschap verbindt zich ertoe een culturele, artistieke, professionele en technische referentie te zijn.

6. De verbintenissen die de Vennootschap is aangegaan in het kader van deze beheersovereenkomst blijven rechtstreeks verbonden met de financiële middelen waarover zij beschikt en in het bijzonder met de dotaties die haar worden toegewezen om haar opdrachten te vervullen.

Zij verbindt er zich evenwel toe, telkens als de reëel beschikbare technische en financiële middelen het toestaan, verder te gaan dan de kwalitatieve en kwantitatieve doelstellingen van deze beheersovereenkomst.

7. De Vennootschap waakt erover dat de activiteiten die niet onder haar opdrachten van openbare dienstverlening vallen, geen afbreuk doen aan de uitvoering ervan.

Dientengevolge is overeengekomen wat volgt :

TITEL 1. — *Voorwerp van de beheersovereenkomst*

Artikel 1. Deze beheersovereenkomst heeft als doel, conform artikel 13, § 1, 1°, van voornoemde wet van 7 mei 1999, de respectieve rechten en plichten van de Staat en de Vennootschap te regelen. Die rechten en plichten preciseren onder welke voorwaarden de door de Staat aan de Vennootschap toevertrouwde dienstverlenende taken moeten worden uitgevoerd.

TITEL 2. — *Algemene bepalingen*

Art. 2. De beschikkingen vervat in deze titel zijn van toepassing op de opdrachten bepaald in hoofdstuk 1 en 2 van Titel 3 van onderhavig contract.

Art. 3. De Vennootschap zorgt voor de bekendmaking en de promotie van de manifestaties die op de site van het Paleis voor Schone Kunsten op touw worden gezet en die aangepast worden aan de specifieke kenmerken van de diverse culturele projecten.

De contacten met het publiek - in welke vorm dan ook - vinden in elk geval minstens plaats in het Nederlands en in het Frans. Het personeel dat in contact komt met het publiek zorgt voor de ontvangst en de informatie in die talen (kaartverkoop, bodes en ouvreuses, mondelinge informatie, telefooncentrale, internet, enz...).

Art. 4. La Société accorde une attention toute particulière à l'accueil et au confort du public. A cet égard, elle met à sa disposition une cafétéria, un restaurant et des bars lors des entractes, ainsi qu'un bookshop, sauf si elle constate que cela ne se justifie pas sur le plan économique.

Art. 5. La Société organise un service propre de billetterie professionnelle et utilise à cet effet également des diverses techniques les plus avancées.

Art. 6. La Société s'engage à se doter des équipements de scène, d'exposition, de manutention et de communication qui répondent aux standards modernes de qualité.

Art. 7. La Société se conforme aux normes légales et réglementaires relatives à la sécurité du public, du personnel, des artistes et des oeuvres de collections. En outre, elle souscrit aux contrats d'assurances ad hoc.

Art. 8. La Société s'engage à assurer une protection optimale de tous les éléments composants de la propriété intellectuelle, des droits d'auteur et des droits voisins, y compris les appellations, les marques, les logos, les dénominations commerciales,...

Art. 9. Lorsqu'elle met ses infrastructures à la disposition d'un tiers, la Société veille à respecter le principe de non discrimination et de l'égalité des chances tels que définis dans la loi du 15 février 1993 créant un Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme.

Toutefois, la Société ne peut en aucun cas mettre le bâtiment à la disposition d'une personne physique, morale ou d'un groupement de quelque nature que ce soit qui montrent de manière manifeste son hostilité envers les droits et libertés garantis par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales du 4 novembre 1950, approuvée par la loi du 13 mai 1955, et par les protocoles additionnels à cette convention en vigueur en Belgique.

La Société peut refuser de mettre son infrastructure à disposition de tiers lorsque cela risque de mettre en péril la sécurité du public, du personnel, des artistes ou des oeuvres d'art. Une décision motivée sera adressée au ministre de tutelle.

TITRE 3. — Missions de service public et missions complémentaires

CHAPITRE 1^{er}. — Missions de service public

Art. 10. Conformément à l'article 3, § 1^{er}, de la loi du 7 mai 1999 précitée, la Société a pour but et poursuivra activement la réalisation, l'élaboration et la mise en oeuvre, de préférence sur le site du Palais des Beaux-Arts, d'une programmation culturelle pluridisciplinaire et intégrée, qui contribue au rayonnement européen et international de la Belgique fédérale, des Communautés et de la Région de Bruxelles-Capitale.

Cette mission comprend :

1. des productions culturelles spécifiques à la Société du Palais des Beaux-Arts, qui ne s'adressent pas exclusivement à l'une ou à l'autre Communauté;
2. des coproductions dans les domaines visés au paragraphe précédent, en collaboration avec les sociétés, organismes et institutions ayant des objets sociaux similaires;
3. la mise à disposition des salles et de l'infrastructure du bâtiment à des sociétés, organismes et institutions développant une programmation culturelle qui leur est propre, pour autant que cela n'entre pas en contradiction avec la production artistique de la Société.

Art. 11. Sans préjudice du dépôt du rapport annuel prévu à l'article 14, § 6, de la loi du 7 mai 1999 précitée, la Société communique au ministre de tutelle, pour le 30 avril de chaque année au plus tard, un plan comprenant ses propositions de programmation culturelle pour la prochaine saison.

La Société communique également un plan opérationnel, détaillant les investissements envisagés afin de se conformer aux obligations découlant du présent contrat et leurs plans de financement respectif.

Art. 12. A l'exception des périodes d'entretien des salles de spectacles et d'expositions, le Palais des Beaux-Arts est opérationnel pendant toute la durée de l'année civile et organise également des manifestations pendant la période estivale.

Art. 4. De Vennootschap hecht bijzondere aandacht aan de ontvangst en het comfort van het publiek. Daartoe stelt zij hem een cafetaria, een restaurant en bars ter beschikking tijdens de pauzes, evenals een bookshop, behalve als er vastgesteld wordt dat dit economisch niet haalbaar is.

Art. 5. De Vennootschap zet een eigen professionele kaartverkoop op touw en maakt ter zake gebruik van ook de meest geavanceerde technieken.

Art. 6. De Vennootschap verbindt zich ertoe te zorgen voor uitrusting voor de scène, tentoonstellingen, onderhoud en communicatie dat aan de hedendaagse kwaliteitsnormen voldoet.

Art. 7. De Vennootschap conformeert zich aan de wettelijke en reglementaire normen met betrekking tot de veiligheid van het publiek, het personeel, de artiesten en de kunstwerken uit collecties. Bovendien sluit zij de verzekeringcontracten ad hoc.

Art. 8. De Vennootschap verbindt zich ertoe alle samenstellende elementen van de intellectuele eigendom en de auteurs- en aanverwante rechten optimaal te beschermen, met name de benamingen, de merken, de logo's, de commerciële namen,...

Art. 9. Wanneer zij haar infrastructuur ter beschikking stelt van derden, waakt de Vennootschap erover het non-discriminatie-principe en de gelijke behandeling volgens de wet dan 15 februari 1993 tot oprichting van een Centrum voor gelijkheid van kansen en voor racismebestrijding te respecteren.

Niettemin mag de Vennootschap in geen enkel geval het gebouw ter beschikking stellen van een natuurlijke persoon, een rechtspersoon of een groepering van welke aard ook die zich op een manifesterende manier vijandig toont tegenover de rechten en vrijheden die worden gegarandeerd door de Conventie van 4 november 1950 ter bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, zoals goedgekeurd door de wet van 13 mei 1955, en door de aanvullende protocollen bij deze conventie die van toepassing zijn in België.

De Vennootschap kan de terbeschikkingstelling van haar infrastructuur aan derden weigeren wanneer dit een ernstig risico inhoudt voor de veiligheid van het publiek, het personeel, de artiesten of de kunstwerken. Een met redenen omklede beslissing wordt gestuurd aan de voogdijminister.

TITEL 3. — Dienstverlenende opdrachten en aanvullende opdrachten

HOOFDSTUK 1. — Dienstverlenende opdrachten

Art. 10. Overeenkomstig artikel 3, § 1, van voornoemde wet van 7 mei 1999 heeft de Vennootschap als doel zich actief in te zetten voor het opzetten, uitwerken en uitvoeren, op bij voorkeur de site van het Paleis voor Schone Kunsten, van een multidisciplinaire en geïntegreerde culturele programmering die bijdraagt tot de Europese en internationale uitstraling van het federale België, de Gemeenschappen en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Die opdracht omvat :

1. culturele producties eigen aan de Vennootschap van het Paleis voor Schone Kunsten, die zich niet exclusief tot deze of gene Gemeenschap richten;
2. coproducties op de in de vorige paragraaf bedoelde gebieden, in samenwerking met verenigingen, organen en instellingen met gelijkaardige maatschappelijke doeleinden;
3. de terbeschikkingstelling van de zalen en de infrastructuur van het gebouw aan verenigingen, organen en instellingen met een eigen culturele programmering, voor zover die niet strijdig zijn met de doelstellingen van de artistieke productie van de Vennootschap.

Art. 11. Onverminderd de neerlegging van een jaarverslag, zoals voorzien in artikel 14, § 6, van de voornoemde wet van 1999, deelt de Vennootschap ten laatste op 30 april van elk jaar aan de voogdijminister een plan met de voorstelling van haar cultureel programma voor het komende seizoen mee.

De Vennootschap deelt eveneens een operationeel plan mee dat een gedetailleerd overzicht geeft van de investeringen die worden voorzien teneinde te beantwoorden aan de verplichtingen die voortvloeien uit onderhavig contract, en hun respectieve financieringsplannen.

Art. 12. Met uitzondering van de perioden van onderhoud van de toneel- en tentoonstellingszalen, is het Paleis voor Schone Kunsten gedurende het gehele jaar operationeel en zet het ook manifestaties op tijdens de zomer.

Art. 13. La Société exploite son infrastructure en proposant régulièrement et simultanément - seule ou en collaboration avec d'autres institutions, associations ou organismes - plusieurs disciplines artistiques telles que la musique, les arts plastiques, le cinéma, la danse, le théâtre, le multimédia,... et encourage la coopération pluridisciplinaire.

Art. 14. En conformité avec son objet social, la Société rend le Palais des Beaux-Arts accessible à toutes les catégories socio-professionnelles de la population et pratique notamment des réductions significatives de prix pour les catégories de personnes suivantes: les chômeurs, les personnes bénéficiant de prestations d'aide sociale (revenu d'intégration, revenu garanti pour personnes âgées et allocations pour handicapés), les bénéficiaires de tarifs préférentiels en assurance maladie, et les étudiants.

En cas d'intention de modification substantielle de sa politique de prix, la Société communique préalablement et par écrit la politique générale qu'elle entend mener en matière de prix au ministre de tutelle.

Dans l'hypothèse où le ministre de tutelle conteste cette politique générale des prix, une concertation s'engage entre les deux parties afin de trouver un accord sur cette question. Dans l'intervalle, les prix pratiqués lors de la dernière saison sont d'application.

La Société a le droit d'adapter sa politique tarifaire en fonction de faits ou circonstances particulières comme par exemple l'augmentation des coûts de production.

Cette disposition ne porte pas préjudice à la mise en œuvre immédiate de nouvelles formules commerciales.

Toute augmentation de prix entre en vigueur au plus tôt à partir de la saison suivante.

Art. 15. La Société met sur pied une journée « portes ouvertes » au moins une fois par an. Cette journée doit être l'occasion pour la Société de présenter sa nouvelle saison. Dans ce contexte, elle organise des visites du bâtiment et une série d'événements représentatifs de son activité. L'accès à cette journée et à l'ensemble des activités organisées dans ce cadre est entièrement gratuit.

Le Palais des Beaux-Arts est accessible au public le jour de la Fête nationale, sans préjudice des règlements de police particuliers relatifs au déroulement des festivités.

Art. 16. La Société crée un service de coordination pédagogique et éducative destiné prioritairement à la jeunesse.

Ce service a pour mission de préparer et de coordonner un programme éducatif et pédagogique pluridisciplinaire. Il doit également assurer la mise en œuvre et la visibilité de ce programme. Suivant les domaines envisagés, l'action pédagogique peut être assurée par des partenaires spécifiques.

Le programme éducatif et pédagogique fait partie intégrante de la politique artistique de la Société et, à ce titre, concerne l'ensemble des disciplines qui sont présentées au Palais des Beaux-Arts.

Art. 17. Compte tenu du statut de capitale européenne de Bruxelles, la Société présentera à la Commission européenne et aux institutions européennes des projets sous-tendant une action culturelle européenne, favorisant la diversité des cultures et la mobilité des artistes et des œuvres.

Dans ce contexte, la Société cherchera à développer une coopération spécifique et pourra à cette fin conclure les accords appropriés.

Art. 18. La Société accorde une attention particulière aux avis et aux demandes d'informations du public.

Par ailleurs, elle assure le suivi des plaintes écrites.

Art. 13. De Vennootschap exploiteert haar infrastructuur door regelmatig en gelijktijdig - alleen of in samenwerking met andere instellingen, verenigingen of organen - verscheidene artistieke disciplines voor te stellen zoals muziek, plastische kunsten, film, dans, theater, multimedia,... en moedigt de multidisciplinaire samenwerking aan.

Art. 14. Overeenkomstig haar maatschappelijk doel, maakt de vennootschap het Paleis voor Schone Kunsten toegankelijk voor alle sociaal-economische bevolkingsgroepen en voert zij met name significante prijsverlagingen door voor de volgende categorieën van personen: werklozen, gerechtigden op prestaties van sociale bijstand (leefloon, inkomensgarantie voor ouderen en tegemoetkomingen aan gehandicapten), gerechtigden op voorkeurstarieven inzake geneeskundige verzorging, en studenten.

In geval van een voorgenomen substantiële wijziging van haar prijsbeleid deelt de Vennootschap de voogdijminister voorafgaandelijk en schriftelijk het algemene prijsbeleid mee dat zij van plan is te voeren.

Gesteld dat de voogdijminister het hem voorgelegde algemene prijsbeleid betwist, wordt tussen beide partijen overlegd om ter zake tot een akkoord te komen. Intussen zijn de tijdens het laatste seizoen geldende prijzen van toepassing.

De Vennootschap behoudt het recht om haar prijsbeleid jaarlijks aan te passen in functie van bijzondere feiten of omstandigheden, b.v. de verhoging van de productiekosten.

Deze bepaling vormt geen beletsel om onmiddellijk nieuwe commerciële formules in te voeren.

Elke prijsverhoging wordt van kracht ten vroegste voor het komende seizoen.

Art. 15. De Vennootschap organiseert minstens eenmaal per jaar een open-deur-dag, waarop zij zichzelf aan het publiek voorstelt. Bij die gelegenheid organiseert zij rondleidingen van het gebouw en een reeks voor haar activiteit karakteristieke evenementen. Die dag en alle activiteiten in dat kader zijn volledig gratis toegankelijk.

Het Paleis voor Schone Kunsten is toegankelijk voor het publiek op de Nationale Feestdag, onverminderd de specifieke politiereglementen met betrekking tot het verloop van de festiviteiten.

Art. 16. De Vennootschap richt een dienst voor pedagogische en educatieve coördinatie op dat prioritair op de jeugd is gericht.

Deze dienst heeft als taak het voorbereiden en coördineren van een multidisciplinair educatief en pedagogisch programma. Hij moet eveneens de inwerkingstelling en zichtbaarheid van dit programma verzekeren. Naargelang van de overwogen gebieden, kunnen specifieke partners de pedagogische activiteiten voor hun rekening nemen.

Het educatieve en pedagogische programma maakt integraal deel uit van het artistieke beleid van de Vennootschap en bestrijkt, in dat opzicht, alle disciplines die in het Paleis voor Schone Kunsten aan bod komen.

Art. 17. Gelet op het statuut van Brussel als Europese hoofdstad, legt de Vennootschap de Europese Commissie en de Europese instellingen projecten voor die de basis vormen van een Europese culturele activiteit, waarbij de cultuurdiversiteit en de mobiliteit van kunstenaars en kunstwerken worden aangemoedigd.

In die context zoekt de Vennootschap naar een specifiek samenwerkingsverband en kan zij daartoe de passende overeenkomsten sluiten.

Art. 18. De Vennootschap schenkt bijzondere aandacht aan de berichten voor en de vragen naar inlichtingen van het publiek.

Bovendien zorgt zij voor de opvolging van de schriftelijke klachten.

A cet effet, la Société organise un fichier central des plaintes et des suites qui leur sont données. Elle coordonne la procédure de traitement des dossiers qui sera assurée par le service concerné.

La Société rédige un rapport annuel concernant le fonctionnement de tous les services et le présente au conseil d'administration. Ce rapport est également présenté à la commission paritaire.

CHAPITRE 2. — Missions complémentaires

Art. 19. Dans la mesure où la programmation le permet, la Société s'efforce d'utiliser son infrastructure toute entière par des activités complémentaires qui ne pourront cependant jamais être prioritaires par rapport aux manifestations organisées dans le cadre des missions de service public de la Société.

Dans ce cadre la Société met son infrastructure à disposition de l'autorité fédérale ou d'autres autorités publiques pour l'organisation de manifestations à caractère de relations publiques.

Dans ce contexte, la Société veille à ce que la programmation culturelle, visée à l'article 3, § 1^{er}, 1^o, de la loi du 7 mai 1999 portant création de la Société comprenne au minimum 75 % de l'utilisation du Palais.

TITRE 4. — Collaboration et coopération

Art. 20. La Société peut négocier la reprise en tout ou en partie de l'actif et du passif ainsi que du personnel de la Société philharmonique de Bruxelles, de la Société des Expositions du Palais des Beaux-Arts et du Musée du Cinéma. Elle est autorisée à reprendre les droits et obligations de ces trois institutions. Avant cette reprise éventuelle, ces trois institutions font chacune l'objet d'un rapport de réviseurs d'entreprises qui déterminera en particulier les conséquences financières de cette reprise pour la Société.

Art. 21. La Société prend des initiatives afin de développer la collaboration avec d'autres institutions - en particulier avec celles qui sont les utilisateurs réguliers du Palais des Beaux-Arts - en ce qui concerne la musique, les arts plastiques et les arts scéniques.

La Société veille également à développer des collaborations et des synergies avec les établissements scientifiques et culturels fédéraux et les institutions dépendant des Communautés.

Art. 22. La Société envisage des possibilités de collaboration et de synergies avec les autres institutions du Mont des Arts.

TITRE 5. — Bâtiment

Art. 23. La Société exécute ses tâches dans le respect du patrimoine architectural qu'elle gère.

Art. 24. La Société est responsable de la gestion et de l'entretien normal et opérationnel du bâtiment, en ce compris l'aménagement des aires d'exposition, des salles de théâtre et de concert pour des manifestations spécifiques.

Art. 25. L'Etat s'engage à prendre à sa charge les grands travaux de rénovation et de restauration au bâtiment, en ce compris les installations techniques et de sécurité pour les visiteurs, les artistes, le personnel et les œuvres d'art.

En outre, des accords particuliers sont négociés entre l'Etat et la Société pour les travaux de rénovation indispensables à la bonne exécution de la mission de la Société.

L'Etat et la Société mettront tout en œuvre pour adapter le bâtiment et les espaces aux normes en vigueur en matière de développement durable, d'environnement et d'énergie renouvelable.

Daartoe houdt de vennootschap een centraal bestand bij van de klachten en het gevolg dat eraan wordt gegeven. Zij coördineert de dossierbehandelingsprocedure die de betrokken dienst zal uitvoeren.

De Vennootschap stelt jaarlijks een verslag op over de werking van al zijn diensten en legt dit voor aan de raad van bestuur. Dit verslag wordt eveneens voorgelegd aan het paritair comité.

HOOFDSTUK 2. — Aanvullende opdrachten

Art. 19. Voor zover de programmatie het mogelijk maakt, tracht de Vennootschap ten volle haar infrastructuur te benutten door middel van aanvullende activiteiten die evenwel nooit voorrang kunnen krijgen op in het kader van de dienstverlenende opdracht van de Vennootschap opgezette manifestaties.

In dit kader stelt de Vennootschap haar infrastructuur tevens ter beschikking van de federale overheid of andere overheden voor de organisatie van manifestaties met een public relations karakter.

In die context ziet de Vennootschap erop toe dat de culturele programmatie, als bedoeld in artikel 3, § 1, 1^o, van de wet van 7 mei 1999 houdende oprichting van de Vennootschap, minimaal 75 % van de activiteiten van het Paleis uitmaakt.

TITEL 4. — Samenwerking

Art. 20. De Vennootschap kan onderhandelen over de gehele of gedeeltelijke overname van de activa en de passiva alsook van het personeel van de Filharmonische Vereniging van Brussel, van de Vereniging van de Tentoonstellingen van het Paleis voor Schone Kunsten en van het Filmmuseum. Zij is ertoe gemachtigd de rechten en plichten van die drie instellingen over te nemen. Vóór die eventuele overname maken die drie instellingen het voorwerp uit van een verslag van bedrijfsrevisoren dat meer bepaald de financiële gevolgen van die overname voor de Vennootschap zal bepalen.

Art. 21. De Vennootschap ziet erop toe initiatieven op het getouw te zetten om de samenwerking met andere instellingen te ontwikkelen - in het bijzonder met die welke regelmatig gebruik maken van het Paleis voor Schone Kunsten - voor wat de muziek, de plastische kunsten en de podiumkunsten betreft.

De Vennootschap waakt er eveneens over samenwerking en synergieën te ontwikkelen met de federale wetenschappelijke en culturele instellingen en met instellingen die afhangen van de Gemeenschappen.

Art. 22. De Vennootschap ontwikkelt de mogelijkheid van samenwerkingen en synergieën met de andere instellingen op de Kunstberg.

TITEL 5. — Gebouw

Art. 23. De Vennootschap voert haar taken uit met inachtneming van het architecturale patrimonium dat zij beheert.

Art. 24. De Vennootschap is verantwoordelijk voor het beheer en het normale en operationele onderhoud van het gebouw. Dit behelst m.n. de inrichting van de tentoonstellingsruimten en van de theater- en concertzalen voor specifieke manifestaties.

Art. 25. De Staat is verplicht de grote herstellings-, renovatie-, en restauratiewerkzaamheden aan het gebouw ten laste te nemen, met inbegrip van de technische installaties en de veiligheidsinstallaties voor de bezoekers, de artiesten, het personeel en de kunstwerken.

Bovendien zullen bijzondere akkoorden worden onderhandeld tussen de Staat en de Vennootschap voor de renovatiewerken die onontbeerlijk zijn voor de goede uitvoering van de opdrachten van de Vennootschap.

De Staat en de Vennootschap stellen alles in het werk om het gebouw en de kantoorruimtes aan te passen aan de geldende normen op het vlak van duurzaamheid, milieuvriendelijkheid en energie-efficiëntie.

Conformément à l'article 156 de la loi-programme du 30 décembre 2001, la Régie des Bâtiments exécutera de sa propre initiative et à charge de son budget propre les travaux, qui conformément à l'article 605 du Code civil, sont à charge du nu-propriétaire. Les travaux qui dépassent les charges du nu-propriétaire pourront être exécutés par la Régie à la demande de la Société, soit à charge du budget de la Société, soit à charge du budget propre de la Régie des Bâtiments quand elle estime de tels travaux utiles pour le maintien ou l'accroissement de la valeur du patrimoine de l'Etat.

Art. 26. Dans le cadre de sa mission culturelle, la Société s'efforce d'optimiser la destination des espaces en fonction des objectifs artistiques.

La Société veille à ce que l'exploitation des espaces commerciaux ne nuise pas à l'objet social de la Société et que leur usage ne porte pas préjudice au caractère du bâtiment.

Les revenus immobiliers des espaces commerciaux sont destinés à la Société.

Art. 27. La Société veille, dans la mesure du possible, à ce que le bâtiment et l'ensemble de ses infrastructures ouvertes au public soient accessibles aux personnes handicapées. Les travaux indispensables à la réalisation de cet objectif sont pris en charge par la Régie des Bâtiments, conformément à l'article 25, alinéa 2, du présent contrat.

TITRE 6. — Financement

Art. 28. § 1^{er}. Sans préjudice de l'application de l'article 39 du présent contrat, l'Etat fédéral accorde à la Société une dotation de base de € 12.359.000 en 2009 et de € 12.053.000 en 2010, à titre d'intervention dans les frais de personnel et de fonctionnement nécessaires pour pouvoir assurer le fonctionnement de base de la Société.

A partir de 2010 cette dotation de base évolue comme suit :

— Le subside de l'Etat est divisé en 2 parties, une partie "personnel" et une partie résiduelle, la partie "personnel" étant fixée au prorata du pourcentage des dépenses en personnel par rapport aux dépenses globales 2008, soit 43,05 % de € 12.053.000 ou € 5.188.816; la partie résiduelle est donc de € 6.884.184.

— La partie "personnel" évolue selon le coefficient de variation pour les crédits de personnel tel que déterminé dans l'annexe I^{re} (paramètres techniques; point 1.3) des circulaires budgétaires.

— La partie résiduelle évolue en fonction de l'indice des crédits de fonctionnement des circulaires budgétaires.

— L'évolution des deux composants de la dotation de l'Etat est revue lors du contrôle budgétaire en fonction des paramètres de la circulaire budgétaire en vigueur à ce moment là pour respectivement la partie personnel et la partie résiduelle.

Une évaluation de cette formule d'adaptation sera réalisée dans le courant de 2011.

§ 2. A côté de cette dotation de base l'Etat fédéral peut octroyer des dotations supplémentaires à la Société dans le cadre de projets spécifiques, qui contribuent notamment à la bonne image de la Belgique à l'étranger et à la défense de sa politique de siège et de sa vocation comme centre international, et qui font l'objet de conventions ad hoc ayant un caractère ponctuel ou pluri-annuel.

§ 3. Les interventions de l'autorité fédérale dans les investissements nécessaires à l'accomplissement de ses obligations visées à l'article 25 font l'objet de décisions annuelles ad hoc pouvant prévoir un phasage pluri-annuel.

Overeenkomstig artikel 156 van de programmawet van 30 december 2001 zal de Regie der Gebouwen de werken die overeenkomstig artikel 605 van het Burgerlijk Wetboek ten laste zijn van de naakte eigenaar uitvoeren op eigen initiatief en ten laste van de eigen begroting. De werken die de lasten van de naakte eigenaar overschrijden zullen door de Regie kunnen worden uitgevoerd op verzoek van de Vennootschap, hetzij ten laste van de begroting van de Vennootschap, hetzij wanneer de Regie der Gebouwen dergelijke werken nuttig acht voor het behoud of de vermeerdering van de waarde van het staatspatrimonium ten laste van de eigen begroting van de Regie der gebouwen.

Art. 26. Binnen haar culturele opdracht tracht de Vennootschap de ruimten optimaal te benutten in het licht van de artistieke doelstellingen.

De Vennootschap ziet erop toe dat de exploitatie van de handelsruimten niet in strijd is met het maatschappelijk doel van de Vennootschap en dat het gebruik ervan geen afbreuk doet aan het gebouw.

De onroerende opbrengsten van de commerciële ruimten zijn bestemd voor de Vennootschap.

Art. 27. De Vennootschap waakt erover dat het gebouw en het geheel van de infrastructuur in de mate van het mogelijke toegankelijk is voor gehandicapte personen. De werken die noodzakelijk zijn voor de realisatie van deze doelstelling worden, conform artikel 25, tweede lid, van onderhavig contract, ten laste genomen door de Regie der Gebouwen.

TITEL 6. — Financiering

Art. 28. § 1. Onverminderd de toepassing van artikel 39 van deze overeenkomst, kent de Federale Overheid aan de vennootschap een basisdotatie van € 12.359.000 in 2009 toe en van € 12.053.000 in 2010, bij wijze van tussenkomst in de personeels- en werkingskosten nodig om de basiswerking van de Vennootschap te verzekeren.

Vanaf 2010 evolueert deze basisdotatie als volgt :

— De Rijkstoelage wordt opgesplitst in 2 delen, een personeelsgedeelte en een restgedeelte, waarbij het personeelsgedeelte vastgesteld wordt in functie van het procentueel aandeel van de personeelsuitgaven in de globale uitgaven 2008, hetzij 43,05 %, van € 12.053.000 of € 5.188.816; het restgedeelte bedraagt derhalve € 6.884.184.

— Het personeelsgedeelte evolueert overeenkomstig de variatiecoëfficiënt voor de personeelskredieten zoals bepaald in de bijlage I (technische parameters; punt 1.3) van de omzendbrieven Begroting.

— Het restgedeelte evolueert overeenkomstig de werkingsindex van de omzendbrieven Begroting.

— De evolutie van beide componenten van de Rijkstoelage wordt in het kader van de Begrotingcontrole herzien in functie van de dan geldende parameters uit de Begrotingscirculaire voor respectievelijk het personeelsgedeelte en het restgedeelte.

Een evaluatie van deze aanpassingsformule vindt plaats in de loop van 2011.

§ 2. Naast deze basisdotatie kan de federale Staat bijkomende dotaties toekennen aan de Vennootschap in het kader van specifieke projecten, die met name bijdragen tot het goede imago van België in het buitenland en de verdediging van de zetelpolitiek van België en zijn roeping als internationaal centrum, en het voorwerp uitmaken van ad hoc overeenkomsten met een eenmalig dan wel een meerjarig karakter.

§ 3. De tussenkomsten van de federale overheid in de investeringen nodig voor het naleven van haar verplichtingen bedoeld in artikel 25 maken het voorwerp uit van afzonderlijke en jaarlijkse ad hoc beslissingen die in een meerjaren-fasering kunnen voorzien.

Art. 29. La dotation visée à l'article 28, § 1^{er}, du présent contrat est versée en deux parties. Une première partie correspondant à 75 % de la dotation sera versée avant le 31 mars de l'année considérée et le solde avant le 30 septembre de la même année.

En cas d'absence de budget de l'Etat au 1^{er} janvier, des douzièmes provisoires, calculés sur la base de la dotation allouée l'année antérieure, sont versés mensuellement à la Société.

Art. 30. La dotation visée à l'article 28, § 1^{er}, du présent contrat est utilisée exclusivement au financement des missions énumérées dans le chapitre 1^{er} du Titre III du présent contrat de gestion.

TITRE 7. — Garantie financière à l'égard de l'Etat Contrôles interne et externe. — Evaluation

Art. 31. Conformément à l'article 661, § 1^{er}, 6^o, du Code des sociétés, les administrateurs de la Société rendent annuellement un rapport spécial sur la manière dont la Société a veillé à la réalisation de sa finalité sociale; telle que, dans le cas de la Société, définie à l'article 3, § 1^{er}, de la loi du 7 mai 1999 précitée.

Art. 32. La Société est soumise au contrôle des commissaires du gouvernement, conformément à l'article 14 de la loi du 7 mai 1999 précitée.

Art. 33. La Société établit un compte de résultat prévisionnel qui est constitué :

— du budget dans lequel la Société évalue ses recettes et ses dépenses, au cours de l'année pour lequel il est établi;

— le cas échéant, d'un plan de mesures permettant de maintenir l'équilibre budgétaire;

— d'un plan d'investissement justifiant la charge d'amortissement des biens dont l'acquisition est prévue durant l'exercice en cours.

La Société adapte ce compte de résultat prévisionnel en fonction des dotations inscrites au Budget général des dépenses de l'Etat.

Art. 34. Les comptes de la Société sont soumis au contrôle d'un Collège de Commissaires, composé de deux membres de l'Institut des Réviseurs d'entreprises et deux membres nommés par la Cour des comptes, conformément à l'article 15 de la loi du 7 mai 1999 précitée.

Pour le 30 avril de chaque année au plus tard, la Société communique un budget mentionné à l'article 34 du présent contrat pour l'exercice budgétaire suivant. Un ajustement de ce budget sera communiqué au plus tard le 1^{er} mars de l'année budgétaire en question.

Le cas échéant, le Société communique les comptes de résultats adaptés mentionnés à l'article 33, alinéa 2, du présent contrat.

Art. 35. Le budget doit être présenté en équilibre. Une nette distinction est observée entre les recettes et dépenses concernant l'exercice des missions énumérées dans le chapitre 1^{er} du Titre 3 du présent contrat de gestion et les recettes et dépenses concernant les activités complémentaires.

Art. 36. La Société tient une comptabilité double qui est soumise à un contrôle interne et à un contrôle externe.

Le contrôle interne de la Société est exercé par le contrôle de gestion de la Société qui fait rapport au comité d'audit du conseil d'administration de la Société.

Le contrôle externe de la Société est effectué par le Collège des Commissaires, sans préjudice des compétences dévolues aux Commissaires du Gouvernement.

Ces contrôles s'exercent notamment sur la comptabilité, les comptes annuels et le rapport de gestion de la Société, ainsi que sur le rapport destiné au Ministre fédéral qui a les institutions culturelles fédérales dans ses attributions et au Ministre du Budget, conformément à l'article 14, § 6, de la loi du 7 mai 1999 précitée.

Art. 29. De dotatie bedoeld in artikel 28, § 1, van onderhavig contract wordt gestort in twee schijven. Een eerste schijf gelijk aan 75 % van de dotatie wordt vóór 31 maart van het beschouwde jaar gestort en het saldo vóór 30 september van hetzelfde jaar.

In geval er nog geen Rijksbegroting is op de eerste januari, worden er maandelijks voorlopige twaalfden aan de Vennootschap gestort, die berekend worden op basis van de in het voorgaande jaar toegekende dotatie.

Art. 30. De dotatie bedoeld bij artikel 28, § 1, van onderhavige overeenkomst mag uitsluitend dienen voor de financiering van de opdrachten bedoeld in hoofdstuk 1 van Titel III van deze beheersovereenkomst.

TITEL 7. — Financiële garanties ten opzichte van de Staat Interne en externe controle. — Evaluatie

Art. 31. Overeenkomstig artikel 661, § 1, 6^o, van het Wetboek van Vennootschappen, brengen de bestuurders van de Vennootschap jaarlijks een bijzonder verslag uit over de wijze waarop de Vennootschap toezicht heeft uitgeoefend op de realisatie van zijn sociaal oogmerk; zoals, wat de Vennootschap betreft, omschreven bij artikel 3, § 1, van voornoemde wet van 7 mei 1999.

Art. 32. De Vennootschap is onderworpen aan de controle van de regeringscommissarissen, conform artikel 14 van voornoemde wet van 7 mei 1999.

Art. 33. De Vennootschap stelt een verwachte resultaatrekening op die bestaat uit :

— het budget waarin de Vennootschap haar inkomsten en haar uitgaven raamt, tijdens het jaar waarvoor het is opgesteld;

— in voorkomend geval, een plan met maatregelen die ertoe strekken het begrotingsevenwicht te handhaven;

— een investeringsplan ter rechtvaardiging van de afschrijvingslasten van de goederen waarvan de aankoop tijdens het lopende jaar is gepland.

De Vennootschap past deze verwachte resultatenrekening aan in functie van de toelagen ingeschreven in de Algemene Uitgavenbegroting van de Staat.

Art. 34. De rekeningen van de Vennootschap zijn onderworpen aan de controle van een College van Commissarissen, samengesteld uit twee leden van het Instituut der bedrijfsrevisoren en twee door het Rekenhof benoemde leden, conform artikel 15 van voornoemde wet van 7 mei 1999.

Tegen 30 april van elk jaar op deelt de Vennootschap een budget zoals bepaald in artikel 34 van onderhavig contract, mee voor het volgende begrotingsjaar. Uiterlijk op 1 maart van het begrotingsjaar in kwestie wordt melding gemaakt van de aanpassing van dat budget.

In voorkomend geval, deelt de Vennootschap de aangepaste resultatenrekeningen mee, die zijn bedoeld in artikel 33, tweede lid, van onderhavig contract.

Art. 35. De begroting moet altijd worden voorgesteld in evenwicht. Er is een duidelijk onderscheid tussen de inkomsten en uitgaven met betrekking tot de uitvoering van de opdracht die worden opgesomd in hoofdstuk 1 van Titel 3 van deze beheersovereenkomst en de inkomsten en uitgaven van de aanvullende activiteiten.

Art. 36. De Vennootschap houdt een dubbele boekhouding die aan een interne en een externe controle is onderworpen.

De interne controle van de Vennootschap wordt uitgevoerd door de beheerscontrole van de Vennootschap die verslag uitbrengt bij het auditcomité van de raad van bestuur van de Vennootschap.

De externe controle van de Vennootschap wordt uitgevoerd door het College van Commissarissen, onverminderd de bevoegdheden toegekend aan de regeringscommissarissen.

Die controles worden met name uitgevoerd op de boekhouding, de jaarrekeningen en het beheersrapport van de Vennootschap, alsook op het verslag voor de federale Minister die bevoegd is voor de federale culturele instellingen en voor de Minister van Begroting, conform artikel 14, § 6, van voornoemde wet van 7 mei 1999.

TITRE 8. — Durée du contrat de gestion - Sanctions

Art. 37. Le présent contrat de gestion est conclu pour une période de cinq ans, prenant cours le 1^{er} janvier 2009 et allant jusqu'au 31 décembre 2013, sans préjudice de l'article 13, § 4, de la loi du 7 mai 1999 précitée.

Art. 38. En cas de mauvaise exécution dans le chef de la Société d'une des obligations imposées en application du présent contrat et de la loi portant sa création, dûment constatée par un rapport des commissaires du gouvernement, le Gouvernement peut, après mise en demeure du conseil d'administration de la Société et après l'écoulement d'un délai d'un mois accordé à la Société pour lui permettre de remplir ses obligations, diminuer la dotation mentionnée à l'article 28, § 1^{er}, d'un montant qui ne pourra excéder 10 % de la dotation. Avant d'appliquer cette sanction, le ministre de tutelle entend le président du conseil d'administration et le directeur général.

Le présent article est applicable sans préjudice des articles 50 et 55 des lois sur la comptabilité de l'Etat.

TITRE 9. — Dispositions finales

Art. 39. Lors de la survenance d'un événement imprévisible assimilable à un cas de force majeure ou en cas de charges nouvelles imposées à la Société, résultant d'événements extérieurs à l'action ou à la volonté des deux parties, une concertation s'engagera entre le gouvernement fédéral et la Société sur l'aménagement ou la modification du présent contrat par voie d'avenant. Ces aménagements et ces modifications éventuels devront être approuvés par le conseil d'administration.

Ainsi établi à Bruxelles, en deux exemplaires.

Pour l'Etat belge :

Le Premier Ministre,
Y. LETERME

Le Ministre des Affaires étrangères,
S. VANACKERE

Le Secrétaire d'Etat aux Institutions culturelles fédérales,
M. WATHELET

Pour la SA de droit public à finalité sociale
Palais des Beaux-Arts,

Président du conseil d'administration,
E. DAVIGNON

Directeur général,
P. DUJARDIN

TITEL 8. — Duur van de beheersovereenkomst - Sancties

Art. 37. Deze beheersovereenkomst wordt gesloten voor een periode van vijf jaar, ingaand op 1 januari 2009 en aflopend op 31 december 2013, onverminderd het bepaalde in artikel 13, § 4, van voornoemde wet van 7 mei 1999.

Art. 38. In geval van gebrekkige uitvoering of niet-uitvoering in hoofde van de Vennootschap van een van de verplichtingen die haar worden opgelegd ter uitvoering van deze overeenkomst en van de wet houdende oprichting ervan, die wordt vastgesteld door een verslag van de regeringscommissarissen, kan de regering, na de raad van bestuur van de Vennootschap in gebreke te hebben gesteld en na een termijn van één maand toegekend aan de Vennootschap om haar in staat te stellen haar verplichtingen na te komen, de in artikel 28, § 1, vermelde dotatie verminderen met een bedrag dat niet hoger mag liggen dan 10 % van de dotatie. Voordat die sanctie wordt toegepast, hoort de voorgedijminister de voorzitter van de raad van bestuur en de directeur-generaal.

Onderhavig artikel is van toepassing onverminderd de bepalingen van de artikelen 50 en 55 van de gecoördineerde wetten op de Rijkscomptabiliteit.

TITEL 9. — Slotbepalingen

Art. 39. Wanneer zich een onverwacht evenement voordoet dat gelijk kan worden gesteld aan een geval van overmacht of ingeval de Vennootschap nieuwe lasten worden opgelegd, als gevolg van evenementen extern aan de activiteiten of de wil van beide partijen, plegen de federale regering en de Vennootschap overleg over de aanpassing of de wijziging van deze overeenkomst door middel van een aanhangsel. De eventuele aanpassingen of wijzigingen moeten door de raad van bestuur worden goedgekeurd.

Aldus opgemaakt te Brussel, in twee exemplaren.

Voor de Belgische Staat :

De Eerste Minister,
Y. LETERME

De Minister van Buitenlandse Zaken,
S. VANACKERE

De Staatssecretaris voor de Federale Culturele Instellingen,
M. WATHELET

Voor de NV van publiek recht met sociale doeleinden
Paleis voor Schone Kunsten,

Voorzitter van de raad van bestuur,
E. DAVIGNON

Directeur-generaal,
P. DUJARDIN

**SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES,
COMMERCE EXTERIEUR
ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT**

F. 2009 — 4154 [C - 2009/15127]

10 SEPTEMBRE 2009. — Loi portant assentiment au Protocole de 1996 modifiant la Convention de 1976 sur la limitation de la responsabilité en matière de créances maritimes, fait à Londres le 2 mai 1996 (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

Art. 2. Le Protocole de 1996 modifiant la Convention de 1976 sur la limitation de la responsabilité en matière de créances maritimes, fait à Londres le 2 mai 1996, sortira son plein et entier effet.

Art. 3. Les modifications de la Convention de 1976 sur la limitation de la responsabilité en matière de créances maritimes, telle que modifiée par le Protocole de 1996 y relatif, qui sont adoptées en application de l'article 8 du Protocole de 1996 modifiant la Convention de 1976 sur la limitation de la responsabilité en matière de créances maritimes, sans que la Belgique s'oppose à leur adoption, sortiront leur plein et entier effet.

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUITENLANDSE ZAKEN,
BUITENLANDSE HANDEL
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING**

N. 2009 — 4154 [C - 2009/15127]

10 SEPTEMBER 2009. — Wet houdende instemming met het Protocol van 1996 tot wijziging van het Verdrag van 1976 inzake beperking van aansprakelijkheid voor maritieme vorderingen, gedaan te Londen op 2 mei 1996 (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

Art. 2. Het Protocol van 1996 tot wijziging van het Verdrag van 1976 inzake beperking van aansprakelijkheid voor maritieme vorderingen, gedaan te Londen op 2 mei 1996, zal volkomen gevolg hebben.

Art. 3. De wijzigingen van het Verdrag van 1976 inzake beperking van aansprakelijkheid voor maritieme vorderingen, zoals gewijzigd door het daarop betrekking hebbende Protocol van 1996, die met toepassing van artikel 8 van het Protocol van 1996 tot wijziging van het Verdrag van 1976 inzake beperking van aansprakelijkheid voor maritieme vorderingen, aangenomen worden, zonder dat België zich tegen de aanneming ervan verzet, zullen volkomen gevolg hebben.